



Nanterre, le 20 novembre 2012

Madame, Monsieur,

Chaque jour, des commerçants et des artisans me saisissent des difficultés croissantes qu'ils rencontrent dans l'exercice de leur difficile métier.

Alors que votre profession doit déjà subir les effets délétères d'une crise économique et sociale qui ruine le pouvoir d'achat des consommateurs, le gouvernement choisit l'alourdissement des taxes plutôt que la relance nécessaire de l'activité. Il met ainsi ses pas dans ceux du précédent gouvernement, imitant plusieurs pays de la zone euro qui ont déjà eu à subir les ravages de cette politique d'hyper austérité.

J'en veux pour nouvelles preuves la forte augmentation du droit d'accise sur la bière et la hausse de la TVA dans la restauration, qui passera prochainement de 7% à 10%, à rebours des promesses de campagne du candidat François Hollande.

Confronté à la dépression économique et sociale, le gouvernement opte donc pour la taxe et non la réforme, amplifiant la politique des gouvernements de droite et de gauche qui se succèdent depuis plus de trente ans.

On ne sortira pas la France du marasme en tapant sans cesse sur ceux qui font vivre son économie, sur ceux qui ont le courage et le mérite d'entreprendre et de persévérer dans des conditions de plus en plus difficiles.

L'augmentation des taxes pénalisera durement nos cafés, nos bistrots, nos brasseries et nos restaurants, notamment dans les zones frontalières. Elle se paiera par une hausse du chômage, une baisse des investissements, une hausse des prix pour des Français déjà financièrement étranglés. Parce qu'elle aura un effet récessif sur l'activité économique, elle ne permettra évidemment pas le redressement de nos comptes publics.

***Augmentation
du droit d'accise
sur la bière,
hausse annoncée
de la TVA dans
la restauration :
Le gouvernement
Hollande tape
encore sur ceux
qui font vivre
notre économie***

***Rompre
avec la politique
du « tout taxe »
et soutenir
nos artisans
et commerçants***

***Simplifier
les démarches
administratives
et rendre l'impôt
sur les sociétés
vraiment progressif***

***Les économies
nécessaires
doivent se faire
sur d'autres postes***

Nous dénonçons ce projet et demandons au gouvernement de rompre avec la politique du « tout taxe ». Cette politique échoue en Grèce, elle échoue au Portugal, en Espagne et en Italie. Elle ne fonctionnera pas davantage en France.

Ce n'est pas le choix de l'hyper austérité et de la hausse des prélèvements fiscaux qu'il faut opérer, mais bien celui de la stimulation de l'activité économique, notamment via l'action efficace d'un Etat stratège au soutien de nos petites et moyennes entreprises, au soutien de nos artisans et commerçants.

Nous avons ainsi vigoureusement dénoncé la hausse du taux de TVA à laquelle vous êtes assujetti et nous proposons la justice fiscale par une plus grande progressivité de l'impôt sur les sociétés, au bénéfice des petites structures. La simplification des démarches administratives les plus contraignantes est aussi un de nos objectifs prioritaires (créations d'entreprise, relations avec l'URSSAF, le RSI en particulier). A ce titre le guichet unique et une utilisation plus soutenue de l'outil Internet sont des pistes à creuser. Il nous paraît enfin important et utile de ramener à 14 ans l'âge minimum pour l'accès à l'apprentissage.

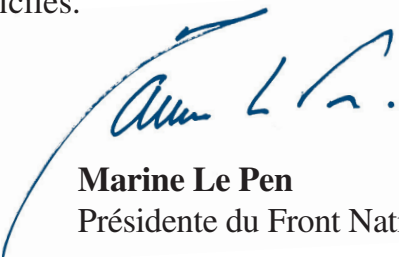
Notre projet prévoit aussi que les entrepreneurs individuels, relevant du régime fiscal des BIC-BNC-BA, bénéficient de la fusion de l'IS et de la CET et de la progressivité de l'IS pour l'imposition de leurs revenus professionnels.

La réindustrialisation de notre pays par la lutte contre la concurrence internationale déloyale et le dumping monétaire est l'objectif numéro un de ma politique économique, la seule à même de faire fondre le taux de chômage et de redonner aux consommateurs français du pouvoir d'achat.

Des économies sur la dépense publique sont à réaliser en parallèle, à condition de cibler les dépenses les plus nocives, jamais véritablement remises en cause depuis des années. Je pense à la fraude sociale, au coût de l'immigration, à celui lié au budget de l'Union européenne notamment.

Surtout, ne pénalisons pas les Français qui, comme vous, font vivre nos villes, nos villages, notre économie et l'emploi !

Je reste à votre disposition, ainsi que mes équipes, pour approfondir l'ensemble de ces sujets, et sachez que vous pouvez compter sur mon indéfectible soutien en ces temps difficiles.



Marine Le Pen
Présidente du Front National